27me Année N° 5360 — BUREAUX : RUE NEUVE, 11 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — Jeudi 22 Juin 1882

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS :

Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. HAVAS, LAFFITTE ET Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus :

A Roubaix, aux bureaux du journal.

A Tourcoing, rue d'Havré, 25.

A Lille, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de la Gare et aux bureaux du *Mémorial*, Grand Place, (entrée par les débris Saint-Etienne).

A Armentières, rue de Lille.

A Paris, aux bureaux de l'*Agence Havas*, place de la Bourse, 8, ou rue Notre-Dame-des-Victoires, 34

ROUBAIX, LE 21 JUIN 1882

Bulletin du Jour

Encore une interpellation déguisée ! M. Clovis Hugues a adressé hier, en effet, une question au ministre de l'intérieur. Il a dit qu'on était actuellement en proie à une « recrudescence de loteries; » il a déploré le jeu et est convaincu que tout le monde à la Chambre le déplore également. Mais depuis quelque temps, dit-il, le gouvernement autorise avec une grande facilité les loteries : il a fait la nomenclature des loteries qui ont été autorisées. Le journal le *Citoyen* a alors organisé une loterie en faveur des grévistes. L'autorisation a été demandée; M. Goblet n'a pas répondu mais a laissé lancer la loterie pour l'arrêter ensuite.

Le ministre de l'intérieur a répondu qu'il n'avait rien à dire au sujet de l'immoralité du jeu; qu'il avait autorisé des loteries de bienfaisance, des loteries organisées par des sociétés reconnues d'utilité publique et présentant de garanties.

Le ministre a ajouté qu'il avait refusé l'autorisation au *Citoyen* et a lu un article de ce journal disant : « Nous avons oublié le pot-de-vin ». M. Goblet a ajouté qu'autoriser une loterie en faveur des grévistes eût été intervenir entre les patrons et les ouvriers. L'incident a été clos, puis la Chambre a voté par 345 voix contre 90 l'aliénation des diamants de la couronne, et a décidé que le produit de leur vente serait consacré à la création d'une caisse de retraite pour les invalides du travail. C'est de l'abnégation de la part des députés de la majorité qui ne pourront jamais prétendre à bénéficier de leur vote.

Nous en dirons autant de celui sur la loi sur le divorce. Oratoirement au moins, c'est une victoire presque personnelle pour M. Naquet et pour M. Léon Renault. Est ce, moralement, un avantage pour la république ? Nous ne le pensons pas.

En attendant que le Sénat discute cette loi ou que, le Sénat l'ayant ratifiée, l'expérience la juge, il ne manquera ni d'observateurs sagaces, ni d'historiens sévères, pour s'étonner que le parti républicain ait fini par faire du divorce un de ses principes, quasi un dogme. Tel est le pouvoir de cette prétendue discipline qui asservit ses opinions à celles des plus déclamateurs et des plus violents, telle est la tyrannie de cette prétendue volonté populaire qui lui impose ses suffrages, qu'on ne semblait plus être un pur républicain si l'on répugnait à croire à l'excellence du divorce, à sa nécessité bienfaisante, à sa vertu réparatrice.

L'opinion de M. Naquet était devenue une sorte de doctrine constitutionnelle pour le parti; il fallait avoir la foi du divorce ou, par un doute quelconque, on encourait le soupçon d'être un républicain conservateur, c'est-à-dire un faux républicain; et nous pourrions citer, avec le *Français*, parmi les 331 votants qui viennent de consacrer le divorce, plus d'un timide qui n'a joint son vote à celui de M. Naquet que pour préserver devant ses électeurs la réputation de son républicanisme. Tant chez les députés de la gauche, la liberté de philosopher et de légiférer, selon le droit unique de la vérité qu'on reconnaît, est maintenant opprimée par l'esprit de parti !

Il n'est pas sans intérêt de connaître l'impression produite en Russie par la retraite du général Ignatieff, car elle diffère absolument du jugement porté par la presse austro-allemande. Le *Golos* explique la retraite du général Ignatieff par son insuccès dans la tâche qu'il avait assumée de tranquilliser les esprit au lendemain de l'assassinat d'Alexandre II et de donner une vive impulsion au travail d'amélioration de l'état de choses actuel. Le *Nouveau Temps* définit l'administration du général Ignatieff : une tentative d'équilibre entre les deux courants opposés de la politique russe, avec tendance à agir autant que possible dans un esprit national. Ce journal est convaincu que le ministre s'est montré réellement homme d'Etat dans la question israélite et il ne doute pas que son jugement ne soit ratifié par l'histoire.

LA CRISE

Les ministres vont tomber.

Sur quelle question ? — On l'ignore encore, mais leur chute est certaine.

Jamais cabinet n'a vu germer dans son sein autant et d'aussi graves causes de dissolution et de mort.

Nous n'en voulons étudier qu'une seule aujourd'hui, et ce n'est pas la moins considérable.

On se souvient de la sortie de M. Léon Say, mis en minorité, il y a quelques jours, dans la question de dégrèvement des impôts sur les boissons. Il rentra parce que la Chambre et la commission du budget firent amende honorable.

Et afin que la réparation fut complète, on nomma M. Ribot rapporteur général du budget de 1883.

M. Ribot est de l'école financière de Dufaure, qui était lui-même de l'école financière de M. Thiers, à laquelle se rattache M. Léon Say, malgré les divergences économiques qui l'ont toujours séparé de l'ancien président.

Donc, M. Léon Say et M. Ribot sont d'accord sur les moyens d'assurer l'équilibre de notre compte national.

M. Ribot a lu, il y a deux jours, son rapport général à la commission, et de toutes parts des clameurs se sont élevées pour le condamner. M. Ribot s'est récrié ; il a rappelé la signification de son élection; et, ne pouvant pas se soumettre, il a offert de se démettre.

Devant cette alternative, la commission a décidé qu'elle se réunirait de nouveau demain, pour statuer sur la démission du rapporteur général.

Si la démission de M. Ribot est acceptée, quelles seront les conséquences immédiates, inéluctables de ce vote ?

La retraite de M. Léon Say, c'est-à-dire la retraite du cabinet tout entier.

Certes, nos ministres ne sont pas brillants, mais le parti radical est si pauvre en hommes politiques, que nous avons le droit de nous demander, avec quelque curiosité, quel homme M. Grévy pourra bien appeler au pouvoir.

M. Ribot ? — Il tombe avec M. Léon Say; d'ailleurs, ses opinions libérales et modérées ne sauraient trouver grâce devant le jacobinisme révolutionnaire de la Chambre.

M. Ferry ? — Il tombe avec M. de Freycinet.

M. de Freycinet ? — Il est jugé et irrémissiblement condamné.

M. Gambetta ? — C'est la guerre et tout le monde veut la paix.

M. Brisson ? — Il est trop malin, et sa taciturne ambition vise à la première magistrature de la République. Il sait, que pour succéder à M. Grévy, il faut comme M. Grévy, ne jamais accepter que le pouvoir suprême.

Diogène d'un nouveau genre, M. Grévy pourra parcourir, sa lanterne à la main, tous les bancs parlementaires pour y trouver un homme, il n'y rencontrera que M. Constans ou M. Margue.

Il reste bien M. Gendre, mais M. Gendre a eu une jeunesse orageuse ; il a dissipé un million dans tous les cabinets particuliers de nos grands boulevards, et en fait de conseils, il ne connaît encore que les conseils judiciaires.

Il arrive parfois, en mer, qu'un navire passant dans le voisinage de montagnes chargées de minerai de fer, voit l'aiguille de sa boussole dévier de sa direction naturelle. Alors, si le ciel est obscurci, le navire erre à l'aventure, et il ne retrouve son orientation que lorsque le ciel redevient pur ou lorsque l'aiguille aimantée échappe à l'influence qui la détournait.

La France a perdu son orientation. Elle cherche en vain sa voie et sa politique oscille à l'aventure, courant à travers les récifs.

Les pilotes se succèdent et tous sont impuissants à la ramener dans sa route normale.

Il en sera ainsi jusqu'au jour où revenue aux vraies traditions libérales et parlementaires, elle pourra rappeler à elle, les hommes éminents, qui l'ont relevée de ses désastres, au lendemain du traité de Francfort.

Dieu veuille qu'il ne soit pas alors trop tard.

PIERRE SALVAT.

EXPOSITION DE BORDEAUX

Bordeaux, 20 juin.

Le banquet

Le banquet offert hier soir à M. Léon Say par le préfet a fini très tard.

M. Saisset-Schneider avait invité deux cents convives. Son Eminence le cardinal archevêque de Bordeaux, Mgr Donnet, était assis à la droite du ministre, qu'entouraient encore le préfet, le maire, le général Dumont, M. Daney, président de la Société philomatique, le président du conseil général, le président de la Chambre du commerce, le trésorier-payeur général de la Gironde. Au dessert, M. Léon Say a porté la santé du président de la République. Cette formalité accomplie, il a abordé la politique :

Le lien qui existe entre mes idées politiques et mes idées économiques, a dit M. Léon Say, est un lien etroit. La politique ne peut être féconde qu'à la condition de s'appuyer sur l'économie politique. Mieux que partout ailleurs, ces idées ont été comprises dans ce département, qui n'a jamais demandé qu'aux principes de liberté le développement de son activité commerciale.

Je me réjouis donc, messieurs, d'être avec vous en complète communauté de pensée. Je sais que je verrai ici de belles choses, je sais que j'entendrai des paroles utiles.

Je serai heureux de défendre dans les conseils du gouvernement les vœux que vous formez pour réaliser dans votre beau port les améliorations qui seraient la récompense légitime de vos constants et laborieux efforts.

Ce toast en appelle deux autres ; de M. Dupouy, président du conseil général, et de M. Saisset-Schneider. M. Léon Say a répondu à M. Dupouy.

Une grande réception a suivi le banquet.

Le détail de cette soirée officielle ne vous intéresserait pas. Je ne la mentionne donc que pour mémoire.

Visite aux Sourdes-Muettes

Le ministre a passé sa matinée à l'institut des sourdes-muettes. Une élève a souhaité la bienvenue à M. Léon Say, dans un compliment parlé. Une autre élève a répété le même compliment par signes. Le ministre a montré avec les jeunes filles une bonhomie très-paternelle. On voit que pour être républicain et se dire démocrate, il n'appartient pas aux nouvelles couches. Avant de quitter l'établissement, il a vivement félicité le directeur, M. Iluriot.

Inauguration de l'Exposition

L'Exposition a été inaugurée ? deux heures. La société philomatique avait fait élever une estrade sur les Quinconces en face du pavillon central du bâtiment des vivres. Sur cette estrade, décorée par Belloir et Vazelles, le ministre et sa suite ont pris place au son d'un excellent orchestre qui exécutait la *Bordelaise*. M. Léon Say s'est assis à la place d'honneur ayant à sa droite le cardinal Donnet, dont l'arrivée a été saluée par d'unanimes acclamations. Tout le monde placé, et le silence établi, le président de la société philomatique a prononcé un long discours, qui a beaucoup intéressé tout l'auditoire. M. Léon Say a répondu par une allocution dont voici la partie essentielle :

Vous avez voulu faire un exposition universelle pour le commerce qui domine dans vos contrees et donner, pour le surplus, un caractère que j'appellerai régional.

Les grandes expositions ont leur raison d'être, et il serait bien malheureux d'en être privé à cause des difficultés de plus en plus grandes que présente leur organisation.

Vous connaissez les progrès qu'on a pu réaliser dans l'instruction de nos enfants, par la méthode qu'on a appelée la méthode des leçons de choses. On leur dit ce qu'elles sont, comment elles sont, d'où elle viennent, comment on les fait, et les enfants comprennent plus vite par cette sorte d'exposition matérielle que par toutes les descriptions.

Nous autres hommes, nous avons besoin qu'on nous donne aussi des leçons de choses. (Applaudissements).

A aucune époque de notre vie, nous ne pouvons cesser d'être pratiques. Il faut voir les choses, les toucher, se rendre compte des progrès incessants de l'industrie et du commerce.

Vous nous avez conviés à une de ces leçons. Nous sommes heureux d'en profiter.

Ensuite a commencé la visite des galeries de l'exposition, pendant laquelle M. Daney a été un très obligeant et très savant cicérone. Les personnages officiels ont grandement admiré l'organisation de l'exposition, et ils l'ont d'autant plus loué que cette exposition est purement due à l'initiative privée. Les pouvoirs publics n'ont été que coopérateurs de la Société philomatique. Une des expositions les plus curieuses et celle des compagnons charpentiers du *Devoir et de la Liberté*. Leurs « chefs-d'œuvre », qui sont de vrais chefs-d'œuvre, rendent très attrayante la galerie de l'enseignement.

Les choses de la presse ont eu l'honneur de retenir longtemps l'attention des visiteurs. M. Léon Say a fait une station prolongée devant l'exposition typographique de M. Gounouilhoux.

La galerie des vins a eu, elle aussi, un grand succès, à cause des produits des vignobles australiens. Ces vignobles sont le résultat de la transplantation des vignes bordelaises dans le nouveau monde. Ils donnent d'excellentes pastiches de nos vins nationaux. M. Léon Say s'est fait expliquer par les spécialistes les conditions et les avantages de cette transplantation.

REVUE DE LA PRESSE

Un échantillon de la prospérité dont ne cessent de nous parler les journaux du gouvernement. C'est M. Leroy-Beaulieu qui le cite dans le *Journal des Débats*.

Les industries parisiennes de luxe sont menacées, très sérieusement même. Pour l'ignorer, il faut n'avoir jamais jeté les yeux sur un tableau de douanes. Prenons, je vous prie, le dernier document publié par l'administration, celui du commerce extérieur pendant les quatre premiers mois de 1882 et pendant les mois correspondants des huit années antérieures. Il y a eu récemment, disions-nous plus haut, une grève parmi les ouvriers peintres en voitures. Parlons donc de l'importation et de l'exportation de la carrosserie. Savez-vous à quelle somme s'élevait l'importation des voitures en France dans les quatre premiers mois de 1871 ? A 986,000 fr. ; c'était peu de chose ; jusqu'en 1879 il n'y a guère de changement. Mais voyez bientôt le développement : dans les quatre premiers mois de 1880, l'importation des voitures atteint 1,231,000 fr.; dans les mêmes mois de 1881 elle monte à 1,907,000 fr.; dans les quatre mois de cette année elle parvient au chiffre relativement énorme de 5,480,000 fr.; nous achetons donc cinq fois plus de voitures à l'étranger qu'il y a huit ans.

Cette exportation a-t elle augmenté dans les mêmes proportions ? Pas le moins du monde, elle a même une tendance à baisser. Elle s'élevait à 2,573,000 francs dans les quatre mois de 1874; elle s'est abaissée graduellement jusqu'à 643,000 francs dans les mêmes mois de 1880; elle est depuis lors légèrement remontée et elle a atteint 2,900,000 francs dans les quatre premiers mois de 1882; il n'en est pas moins vrai que c'est presque exactement le même chiffre qu'en 1874. Ainsi, nous achetons cinq fois plus de voitures à l'étranger qu'il y a huit ans, nous ne lui en vendons pas davantage, nous lui en vendons plutôt moins ; et plusieurs des corps de métier qui touchent à la carrosserie trouvent ingénieux de se mettre en grève. N'est-il pas à craindre, si l'on continue, que la carrosserie cesse d'être une industrie française, d'autant plus que, comme chacun peut le remarquer, sur dix carrossiers en renom, il y en a neuf qui portent des noms à consonnance allemande, et il en est de même pour la sellerie.

M. Leroy-Beaulieu conclut ainsi :

Nous ne disons pas que nos ouvriers doivent renoncer à tout espoir d'augmentation de salaire et de diminution de la journée de travail; ils feront bien seulement de réfléchir que, dans les cinq parties du monde, il y a des centaines de millions d'hommes ayant des rétributions beaucoup plus modiques pour un travail souvent beaucoup plus dur, et que ces centaines de millions d'hommes sont leurs concurrents.

∴

Qui se douterait que M. Grévy a été sur le point d'être canonisé ? Nous reproduisons le récit de cette étrange méprise :

Le 6 juin de chaque année, et de temps immémorial, il se fait à Saint-Jean-de-Luz une procession à travers la partie rurale de la commune. Le cortège se rend à un point appelé Archloa, où se trouve une croix en bois, d'une architecture tout à fait primitive. Les paysannes du voisinage enguirlandent à qui mieux mieux la croix d'Archiloa et installent devant le crucifix un petit autel orné de tableaux, fleurs, cierges, etc.

Or, cette année, le portrait de M. Grévy s'est glissé (on ne sait comment) au milieu du musée séraphique des saints et saintes qui tapissaient le reposoir en question.

Fort heureusement le vicaire de Saint-Jean-de-Luz, s'aperçut de l'erreur et fit enlever la gravure profane, sans cela M. Grévy était exposé à passer saint, ce que les libres-penseurs ne lui auraient jamais pardonné.

∴

Le *XIXe Siècle*, qui s'intitule journal républicain conservateur, comprend la conservation sociale d'une étrange façon. Il n'hésite pas à engager ses amis à voter à Cosne au second tour de scrutin contre M. Assézat de Bouteyre, légitimiste, en faveur de M. Camban, l'homme à la vache, ancien membre de la Commune en 1871 !

Conclusion singulière ! Ainsi, c'est parce que les radicaux ont manqué à la discipline républicaine que nous devons y manquer à notre tour ! Parce qu'ils ont fait passer dans la Charente-Inférieure un bonapartiste qui ne devait pas être élu, nous devons pour les punir, faire à notre tour passer dans la Nièvre un autre bonapartiste, qui ne doit pas être élu davantage ! Jolie revanche, en vérité, et dont la République ferait tous les frais ! Résultat net de cette belle politique : deux bonapartistes à la Chambre. Non, certes, et c'est bien assez d'un ! Ce n'est pas le cas de s'écrier : *Bis repetita placent*. Quand les intransigeants ont manqué l'autre mois à la discipline, nous ne nous sommes pas privés de leur en faire un reproche. Nous ne prendrons pas modèle sur une conduite que nous avons justement et sévèrement blâmée. Nous ne nous exposerons pas à être fustigés avec nos propres verges. Nous savons quelle politique a donné la victoire aux nôtres en 1876, en 1877, en 1881 ; et, si d'autres l'oublient, nous lui resterons fidèles.

L'ORPHELINAT ALSACIEN-LORRAIN

Il y a deux jours a eu lieu au Vésinet la distribution annuelle des prix aux jeunes filles de l'Orphelinat Alsacien-Lorrain. M. Xavier Marmier, de l'Académie française, qui présidait cette touchante cérémonie, a prononcé à cette occasion une allocution qu'il nous suffira de reproduire, pour en faire sentir le charme élevé et l'émotion patriotique. Des larmes coulaient de tous les yeux, c'est assez dire combien les sentiments de l'auditoire répondaient au cœur de l'éminent académicien :

Mes chers enfants,

M. le comte d'Haussonville, président de la Société de protection des Alsaciens-Lorrains, a bien voulu m'appeler à siéger à côté de lui.

Je dois cet honneur à l'attachement que j'ai professé en circonstances pour l'Alsace et la Lorraine, et je viens à vous comme un ami, un vieil ami de ces deux provinces que nul de nous ne peut oublier. J'ai vécu sur leur sol, je les ai parcourues à diverses reprises.

Hélas ! à présent, lorsque j'y retourne, c'est pour m'agenouiller sur deux tombes près desquelles flotte un drapeau qui n'est pas le nôtre.

Mais autrefois, que de bonheur de m'en aller de côté et d'autre, des rives de la Meuse à la Moselle, à la Meurthe, au Rhin, du plateau de Longwy à l'esplanade de Metz, en face des plus magnifiques panoramas; de là, dans la royale cité de Nancy, dans les romantiques défilés de Saverne, dans la vaste enceinte de Strasbourg, dans les riches vallons de Gérardmer et de Sainte-Marie-aux Mines, jusqu'à Colmar où jadis résidait le conseil souverain d'Alsace, jusqu'au riant village de Saint Louis, la limite de nos chères provinces du côté de Bâle.

Oh ! le charmant voyage ! Partout le plaisir d'errer d'ici, de là, au pied des anciennes tourelles illustrées par la religieuse légende ou le poème chevaleresque, sur les collines couvertes de vignes, dans les plaines où tout fleurit, où tout mûrit.

En Alsace, dit un vieux quatrain allemand, « sur chaque montage trois châteaux, à chaque cimetière trois églises, à chaque vallée trois villes (1). »

A cette proverbiale description, il faut ajouter à chaque montagne, à chaque vallée à chaque ville la population la plus sympathique, le travail le plus honnête et le plus intelligent.

Tel est le sentiment d'honnêteté des paysans d'Alsace et de Lorraine, qu'ils y associent les abeilles de leurs jardins. Ils disent qu'elles deviennent infructueuses si elles ont été achetées avec un argent mal acquis. Ils disent aussi qu'elles dépérissent si les habitants de la maison à laquelle elles appartiennent ne vivent pas en bonne intelligence.

M. le comte d'Haussonville a retracé avec un grand talent les principales phases de l'histoire de la Lorraine. M. Arnould et M. Stephen Liégard ont célébré en vers harmonieux la gloire et la beauté de cette province. M. de Puymaigre en a savamment recueilli les chants populaires.

Je n'essayerai pas d'énumérer les écrivains qui ont compulsé les annales de l'Alsace, raconté les chroniques de ses monastères et de ses châteaux, décrit les merveilles de la cathédrale de Strasbourg.

Chères orphelines d'Alsace et de Lorraine, vous devez aimer ce pays qui a été le pays de votre famille. Vous devez en garder précieusement le souvenir avec celui de vos parents.

Le bon souvenir est une des richesses du cœur, un des éléments de notre vie morale et intellectuelle. Le chêne, en s'élevant dans les airs, enfonce dans le sol sa racine. Notre racine à nous, c'est le souvenir.

Vous devez aimer la France, votre patrie; la maison du Vésinet, votre paisible demeure, et les sœurs de Saint Charles, vos généreuses institutrices.

Vous ne savez peut être pas encore jusqu'où s'étend leur tâche et comment elles l'accomplissent. Je vous le dirai brièvement avec la crainte d'inquiéter leur modestie.

Elles renoncent à toutes les attractions du monde. Elles renoncent même aux joies de la famille. Leur monde, c'est le coin de terre ou elles peuvent faire une bonne action; leur famille, c'est l'orphelin à qui elles tendent une main maternelle: c'est le malade dont elles soignent les plaies, l'enfant qu'elles guident au début de la vie, le vieillard qu'elles soutiennent à son déclin.

L'écolier qu'elles ont élevé, le blessé qu'elles ont guéri s'en iront de côté et d'autre. Il en est qui deviennent riches et puissants. Il en est qui se rappellent dans leur prospérité le secours providentiel qu'ils ont reçu. Il en est qui oublient.

Les bonnes sœurs restent humblement à leur poste, toujours consolant, travaillant et priant. De leur enseignement continu, de leur labeur de chaque jour, elles n'attendent ni une satisfaction de vanité, ni une récompense pécuniaire. Plus noble est leur pensée, plus haut est leur espoir. Leur mission leur vient de Dieu, et leur douceur, leur force, leur désintéressement leur viennent de la ferveur de leur foi. Nul calcul matériel, nulle ambition humaine ne peuvent susexciter de telles résolutions, ni produire de pareils dévouements.

En 1652, environ trente ans après l'œuvre à jamais bénie de saint Vincent de Paul,

(1) Drei Schlœsser auf einem Berg
Drei Kirchen auf einem Kirchhof
Drei Stædte auf einem Thal
Ist das ganze Elsass überall.

FEUILLETON DU 22 JUIN 1882

— 16 —

VAISSEAUX BRULÉS

PAR

Mme CLAIRE DE CHANDENEUX

Les femmes elles mêmes, entendant parler de fêtes nuptiales et de réceptions au château, mirent en toute hâte des caresses intéressées sur les égratignures dont elles s'étaient rendues coupables.

Coraly dédaigna les blâmes et reçut avec grâce les félicitations. Sa bouche resta modeste quand le triomphe emplissait ses yeux.

Les ongles roses rentraient mignonnement sous la peau ; elle se sentait assez jeune et assez souveraine désormais pour faire payer cher à Bréneroy, quand elle le voudrait, à son jour et à son heure, le mépris dont la petite ville l'avait engluée, et dont il ne fallait rien moins qu'une union aristocratique pour laver ses ailes ternies.

La corbeille que lui offrit le baron fut l'émerveillement du pays. Les bouquets qu'il lui envoyait chaque matin venaient en droite ligne de Nice. De mémoire de Bréneriens on n'avait vu prodigalité plus raffinée.

Un grande couturière de Paris avait consenti à se déranger pour venir prendre sur place les mesures de l'heureuse fiancée.

Et la correspondance qui s'échangeait activement entre le baron et les bijoutiers de la capitale mettait sur les dents les employés de la poste.

Odette, dédaigneuse de ces ruineuses futilités, n'avait voulu recevoir qu'un bijou d'une simplicité ravissante, d'une forme allégorique.

C'était le bracelet, formé d'un seul anneau d'or qui a reçu des femmes le nom de *porte bonheur*.

Quand Lucien voulut l'attacher lui-même, le bracelet se trouva trop large pour l'exquise délicatesse de son poignet d'enfant.

Elle en éprouva comme un chagrin ; il en eut un vif dépit.

— Laissez, dit-elle, ce bijou ne paraissait pas destiné à mon bras, c'est vrai ; ce sera à mon bras de s'accommoder à sa taille.

Mais il reprit avec impatience :

— Je vous en rapporterai un autre de Paris, bientôt. Vous ne sauriez me priver de cette joie.

Il allait, en effet, partir pour Paris, afin de rapporter à maître Desplanches les titres et les papiers nécessaires à l'achèvement du contrat.

La signature de l'acte suivrait immédiatement, et le mariage aurait lieu trois jours après.

Celui de M. de Montchenetz devait clore cette semaine de fêtes.

Il était difficile de mener plus allègrement deux mariages de front.

Le baron, totalement grisé de bonheur, jetait l'or à profusion, se prodiguait en effusions chaudes avec les indifférents, promettait à tous la protection de Madame la baronne de Montchenetz et marchait enfin dans une difficile équilibre, sur la crête aiguë qui sépare l'homme sain d'esprit de l'homme absolument fou.

C'est à peine si, dans le chaos de ses sensations et de ses espérances, il avait songé à raconter à Odette le but de la visite de Madame Clavel.

Une cousine retrouvée, un cousin découvert, la belle affaire !... Un sourire de Coraly avait une bien autre valeur. Si rapide que fût ce récit, si légèrement que M. de Montchenetz glissât sur le vif désir de Madame Clavel de rétablir entre eux les relations rompues, Odette en fut frappée et comme absourdie.

Ses pressentiments si tôt envolées n'étaient donc point le ridicule effet d'une imagination maladive, ou la coupable rêverie d'un cœur altéré d'affection ?

Cet inconnu, dont les yeux sombres et doux avaient remué dans son âme des sensations multiples, mystérieuses, regrettées, c'était un être de son rang, de son sang, un parent aujourd'hui, un ami demain sans doute.

Elle n'avait point dérogé pendant cette heureuse matinée où se croyant aimée, elle inclinait à aimer aussi. Elle avait pu se tromper sur le sentiment, non sur l'homme.

Le promeneur rencontré dans le chemin du Bord de l'eau, celui qui avait eu le pouvoir de faire tressaillir son cœur par un appel mystique du regard, était digne de l'émotion fugitive qu'il avait fait naître.

Odette, pendant quelques minutes, fut presque fière d'avoir salué d'un trouble pudique le retour de ce cousin ignoré.

— Gontran Clavel ! répéta-t-elle plusieurs fois, comme ravie d'entendre ce nom caressé par les suaves inflexions de sa voix, Gontran Clavel !...

— Un joli nom ! dit le baron. Nous verrons ce garçon bientôt, j'imagine à l'empressement de sa mère, j'aurais même supposé qu'il serait venu plus vite.

Le baron était à cent lieues d'imaginer la répulsion instinctive que son jeune cousin opposait aux remontrances maternelles.

Cette parenté, dont Madame Clavel comptait se faire un marchepied pour établir brillamment son fils, ne lui apparaissait, à lui, que médiocrement attrayante.

Ce vieux châtelain, égoïste, énamouré d'une coquette sur le retour, flattait peu la fierté réservée, ombrageuse du jeune homme.

Très-simple de goûts, très-distingué d'habitudes, familiarisé avec la rudesse d'une position secondaire, il s'estimait heureux dans son humble fortune et bornait ses désirs avec la précoce philosophie d'un sage.

Les ambitions grandissantes de sa mère lui causaient une indulgente commisération, parfois une irritation légère. Elle voulait le faire parvenir ; soit. Mais elle entendait le marier richement, ce dont il riait volontiers, ne croyant guère qu'un garde général des eaux et forêts, possesseur d'une quarantaine de mille francs en capital et de trois mille livres de revenus, si bien tourné qu'il fût, du reste, pût prétendre à la main d'une héritière.

Madame Clavel avait toujours estimé que son fils pouvait arriver très-haut. Depuis qu'elle avait obtenu sa nomination à Bréneroy et négocié sa réconciliation avec sa famille, elle était certaine de le voir atteindre à tout ce qu'il plairait convoiter.

Les mères ont parfois des illusions saintes. Celles de madame Clavel se doutaient de calculs méticuleux.

Elle savait à merveille, la bonne dame, pour n'avoir jamais perdu de vue les Montchenez, qu'une orpheline existait, dernier rejeton de cette race quelque peu dégénérée.

Elle savait que cette orpheline était riche à souhait, et jolie à tourner des têtes plus solides que celles d'un fonctionnaire de vingt-six ans.

Sur cette beauté et sur cette dot, la mère habile avait fondé des espérances qu'un coup de dé venait de détruire.

Sa première visite au baron de Montchenetz avait été suivie, le même soir, du bruit de ce double mariage, dont les échos affolaient la petite ville.

Pour avoir trop attendu, pour avoir voulu réunir trop de fils conducteurs dans sa main insatiable, madame Clavel se voyait devancée par les événements.

Odette, la jolie cousine inconnue et convoitée, avait la maladresse de se marier juste à l'heure où la plus avisée des mères amenait et fixait dans le pays, sous le plus légitime des motifs, un parent jeune, agréable, spirituel, désireux de faire oublier des rancunes de famille, et qui, l'on n'en pouvait douter, aurait su mener à bien, par le seul prestige de son attrayante jeunesse, une entreprise matrimoniale plus difficile encore que celle-là.

Proposer Gontran pour mari à sa cousine Odette fait une folie que madame Clavel n'eût jamais commise ; tandis qu'aider Gontran à s'attirer le cœur de l'héritière était un rêve longuement caressé, dont l'envolement la terrassa.

Gontran ignorait le premier mot de ces projets ambitieux que sa droiture n'eût pas ratifiés. Le violent désir de sa mère d'habiter Bréneroy lui paraissait un de ces touchants souhaits de vieillards, qui veulent mettre leur tombe où fut leur berceau.

Sa joie en entendant, par une seule démarche, la réconciliation des Clavel et des Montchenetz, lui sembla tout à fait digne d'un cœur élevé, attristé par la rupture d'un demi-siècle.

Il comptait bien regagner à la bonhomie du baron et aux instances de sa mère en visitant monsieur et mademoiselle de Montchenetz, dès que cela convenances le permettraient ; mais il retardait volontiers l'heure de cette visite, trouvant indiscret d'apporter une parenté si fraîchement reconnue au milieu des préparatifs d'une double union.

Et puis, sans qu'il osât se l'avouer peut-être, la beauté d'Oderte, à peine entrevue, l'antipathie sans motif et réelle que lui inspirait son voisin Lucien Firmerol, entraient-elles pour beaucoup dans ce retard persistant.

Blonds cheveux en boucles alanguies, regard profond qu'un brin de mélancolie rendait plus attractif, bouche fine ou le sourire trop rare devait jouer avec tant de charme !... Gontran se souvenait malgré lui, un peu plus même qu'il ne l'eût voulu, de cette belle vision du *Bord de l'eau*.

Figure satisfaite, regard faux, activité embarrassée et maladroite !... Gontran, chaque jour, croisait dans son propre logis l'étrange prétendant tombé si fort à point à Montchenetz pour y obtenir la main de sa cousine. Et Gontran pardonnait mal à Lucien un bonheur si peu mérité

CHAPITRE X

Face à face

Les objurgations de sa mère triomphèrent cependant d'un éloignement trop prolongé pour ne pas blesser M. de Montchenetz.

Gontran consentit à l'accompagner au château, dont il gravit la rampe d'un air absolument maussade, au grand mécontentement de madame Clavel.

Contrainte brutalement de renoncer à son audacieuse entreprise, Madame Clavel venait d'échafauder de nouvelles combinaisons dont le mariage d'Odette formait la base.

Les fêtes, qui devaient en marquer la date, ne pouvaient être belles et somptueuses à souhait qu'en y appelant toute la noblesse, toute la bourgeoisie opulente du pays, c'est-à-dire des dots et de frais visages.

A suivre